

## Nouvelles locales du mercredi 02 juillet 2014

@rib News, 02/07/2014 | Politique - Selon une décision de Concilie Nibigira reconnue par le ministre de l'Intérieur comme présidente du parti Uprona, le député Charles Nditije (photo) a été radié de ce parti. En effet, le député de la province de Bururi est accusé de 16 fautes dont : avoir révolté les Badasigana les uns contre les autres, mener des campagnes d'imputations dommageables contre certaines personnes du parti, avoir déclaré que le parti Uprona quitte les institutions sauf l'assemblée nationale où il siège lui-même, saboter le processus de réconciliation des membres du parti, avoir déclaré qu'à il est d'ordinaire acteur politique et non politicien, coopérer avec les concurrents du parti Uprona, dilapidation et détournement des biens du parti Uprona et d'autres. Ainsi, Concilie Nibigira annonce que Charles Nditije est radié du parti Uprona à partir de ce 30 juin 2014. De plus, elle ajoute qu'elle va porter plainte contre ce député pour dilapidation et détournement des biens du parti Uprona. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb/rtr]

- Réaction à chaud du camp de Charles Nditije. Selon le porte-parole de ce camp, cette décision est nulle et de nul effet. Tatien Sibomana trouve qu'elle a été prise par une personne qui n'en a ni la qualité ni la compétence. Elle précise que même si elle  t t également reconnue comme présidente de l'Uprona, elle ne pouvait pas prendre une décision de radiation d'un quelconque membre du parti puis qu'une telle envergure est réservée à la commission d'éthique et de discipline que Concilie n'a jamais mise en place. Ainsi, il estime qu'une personne mise en place par le ministre de l'Intérieur n'a pas de telles prérogatives et d'ajouter que cette décision ne produira aucun effet que les Badasigana continueront à respecter les organes qu'ils ont mis en place en 2009 comme le veut la loi. Il s'été d'ailleurs du fait que le comité central de ce parti élu en 2009 venait juste d'annuler sa session prévue ce 29 juin 2014 et demande du ministère de l'Intérieur qu'une décision irr flictive, maladroite et irresponsable vient à être prise par Concilie Nibigira. Selon lui, c'est un signe évident que cette dernière ne veut pas que le parti de Rwagasore acquiert son indépendance vis- vis du parti au pouvoir. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - L'ADC-Ikibiri déplorent l'anarchie qui règne dans tous les secteurs de la vie du pays ces derniers jours alors que le pays célèbre les 52 années de son indépendance. Selon le président de cette coalition, il y a une poignée de personnes qui s' st substituée au colonisateur et qui continue d'exploiter la population comme le colon le faisait et même plus que lui. L'once Ngendakumana se fonde sur les impôts et taxes qui ne cessent d'augmenter, les divisions entre les partis politiques, la misère de la population, l'anarchie même au sommet de l'Etat où le président veut briguer un autre mandat contrairement à la Constitution et aux accords d'Arusha. Il demande à la population de lutter afin de restaurer un état de droit. [bonesha] - Le parti FNL reconnu par le ministère de l'Intérieur estime qu'il n'y a pas de fractions de ce parti comme le pensent certaines opinions. Son président voit tout simplement qu'il y a des membres de ce parti qui ont été mis à l'écart par la volonté de l'assemblée nationale. Jacques Bigirimana affirme donc qu'il n'attend personne dans le sens de la réconciliation et ajoute que les portes sont toujours ouvertes pour ceux qui voudraient bien intégrer, réintégrer ou adhérer à ce parti. Il profite de cette occasion pour conseiller aux jeunes affiliés aux différents partis politiques de ne pas se laisser emporter par les manipulations de politiciens puisque comme l'histoire l'a montré, ces politiciens vont les induire en erreur. Il demande également au ministre de l'Intérieur d'être proche des partis politiques. [rpa/isanganiro/rtnb/rtr/bonesha]

- Lors de son discours à la Nation burundaise à l'occasion de la commémoration du 52 me anniversaire de l'indépendance du pays, le président de la République s' st réjoui que la loi sur la CVR ait été promulguée et il a annoncé que les commissaires devront être mis en place très prochainement. Il a aussi annoncé des mesures de gr ce et d'amnistie pour plus de 3000 prisonniers hormis les récidivistes. Le numéro un burundais a aussi dénoncé ceux qui se livrent à des pratiques de dénigrement des autres alors que ce sont des Burundais comme eux. Il a rassuré en outre que les élections de 2015 vont bien se passer plus que toutes les élections que le pays a d j connues et a mis en garde ceux qui les perturberont ne seront pas tolérés puisqu'ils seront en train de mettre en cause la démocratie. Enfin, il a demandé à la communauté internationale de soutenir et de suivre ce processus du début jusqu'à sa fin. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb/rtr] - Le dépôt des candidatures pour la sélection des commissaires de la CVR a été prolongé de 15 jours par l'Assemblée nationale du Burundi. Ainsi, tous ceux qui le désirent devront déposer leurs candidatures jusqu'à au 14 juillet 2014. Alors que certains affirment que cette prolongation a été décidée parce qu'il n'y avait pas de candidatures suffisantes, le FORSC ajoute que c'est parce que la loi sur la CVR n'est pas bonne. En effet, Vital Nshimirimana constate que cette loi est à la base de la réticence des personnes qui voudraient déposer leurs candidatures. Selon lui, le fait que les députés ne se sont pas mis d'accord lors du vote de cette loi, cela est de nature à rendre préjudiciable la suite de cette loi. Pourtant, comme certains ont d j décidé de se joindre aux autres dans ce processus, il demande à l'Assemblée nationale d' lire des commissaires susceptibles de composer une commission qui inspire confiance. Parallèlement, ceux qui ont d j déposé leurs dossiers s'inquiètent du fait qu'ils n'ont pas signifi ment leur registre rendu disponible à cet effet. Ils considèrent en outre que cela pourrait aider à mettre de la transparence dans la sélection des premiers candidats. [rpa/isanganiro/bonesha]

- Le gouvernement burundais affirme qu'il répond favorablement aux préoccupations des Nations Unies et de la communauté internationale en ce qui est de l'attitude des Imbonerakure. Selon le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, les Imbonerakure ne peuvent pas perturber les élections de 2015. Philippe Nzobonariba trouve qu'il est normal que la communauté internationale s'inquiète de ce que suite à ce que les différentes missions constatent dans les différents entretiens qu'elles font arrivées au pays ou dans les différents rapports reçus avant même leur arrivée au Burundi. Il ajoute en outre que le gouvernement du Burundi est en train d'étudier la demande des Nations Unies de maintenir en place la section des droits de l'homme du BINUB après la fin du mandat de ce dernier et précise qu'une réponse adéquate y sera donnée le moment opportun. [rpa/rtnb] | Justice - Le parti FNL, aile dirigée par Jacques Bigirimana, constate que le président de l'APRODH est une personne respectable dans la société burundaise et que par conséquent, il devrait être traité d'une manière raisonnable face aux différentes révélations qu'il a faites. Selon le président de ce parti, la manière dont il est en train d'être traité n'est pas du tout proportionnelle à la faute commise eu égard à ce qu'il a fait pour le Burundi. Jacques Bigirimana

affirme qu'il a fait ses enquêtes au sujet des révélations de Pierre Claver Mbonimpa et a constaté que certaines de ses déclarations sont sans preuves. Il voit donc qu'il s'agit d'une petite faute qui ne peut pas conduire une personne telle renommée en prison alors même que cette faute aurait été avouée. Tout en reconnaissant que tout le monde ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui peuvent avoir besoin de lui demain, il demande à la justice et plus particulièrement au président de la République de le libérer. [rpa/isanganiro/rtnb/rtr] - Le ministre de la Justice trouve que le dossier de Mbonimpa ne peut pas être dissocié du commun des autres dossiers pour bénéficier d'un traitement de faveur. Pas Barandagiye trouve en effet qu'il s'agit d'un dossier comme les autres puisque Mbonimpa n'est pas le seul à être emprisonné. Il affirme que seul le juge peut constater l'innocence ou la culpabilité d'un accusé. Il demande donc d'attendre l'audience publique qui devra se prononcer sur ce cas et en attendant, que personne ne cherche plus à dissocier le cas de Mbonimpa des autres cas que la justice a à traiter. [rpa/rtnb/rtr/bonesha] - Le parti FNL aile dirigée par Jacques Bigirimana, dit qu'il soutient la création du Tribunal spécial pour le Burundi. Selon le président de ce parti les crimes qui ont versé innocemment le sang des burundais lors des différentes crises ne peuvent pas rester impunis. Jacques Bigirimana ajoute par ailleurs que les victimes de la guerre ne se sont pas suicidées et qu'ainsi il faut que la justice soit rendue. Il affirme que la douleur subie par chacun est différente selon les cas et qu'il appartient à la personne concernée de pardonner au lieu d'envisager un pardon collectif. Il voit enfin que les enquêtes devraient être diligentées pour montrer la vérité et rien que la vérité sur ce qui s'est passé au Burundi. [rpa/bonesha/rtr] - Une personne a été tuée sur la colline de Rudehe de la commune Matongo en province Kayanza la nuit de ce mardi à mercredi. Selon des sources sur place, Nduwimana Didace, un élève du Collège Communal de Banga en 8<sup>ème</sup> année et membre du parti MSD a reçu une balle dans le ventre lorsqu'un groupe de 6 personnes toutes en tenues militaires et armées de 6 fusils de type Kalachnikov ont attaqué 3 ménages de cette colline. Ce groupe est introduit dans ces ménages vers minuit et a ligoté et battu trois autres personnes qui sont en train de recevoir des soins de santé. De même, avant de prendre le large, le groupe a volé de l'argent et des téléphones portables dans les trois ménages dont le téléphone portable de la victime et dans d'autres ménages également. L'administrateur communal Matongo confirme ces informations mais refuse toutefois d'admettre que les bandits étaient tous armés de fusils. Alexis Hacimana précise aussi qu'aucun de ces bandits n'a été arrêté mais que des enquêtes sont en cours. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb] - Alors qu'une mosquée de la colline Gihungwe de la commune Gihanga a été brûlée la nuit de lundi à mardi par des personnes non encore identifiées, le gouverneur de la province de Bubanza fait savoir qu'il a commencé une campagne de sensibilisation sur cette colline dans le but de calmer la situation. Anselme Nyandwi estime aussi qu'il n'y a pas de conflit à caractère religieux sur cette colline et précise que ce sont des jeunes musulmans qui ont tenté de semer le désordre sur cette colline le soir de ce lundi. Il promet que ces jeunes musulmans de même que ceux qui ont mis feu à cette mosquée seront recherchés et traduits devant la justice. Précisons ici que les musulmans accusent cet administrateur au sommet de la province Bubanza d'être derrière cet acte criminel de brûler cette mosquée suite à ses propos, ce qu'il nie catégoriquement. [bonesha]